

## Contraintes structurelles et évolution dialectique de l'entreprise algérienne

### Résumé

L'entreprise Algérienne, comme entité économique, au centre de la problématique de la croissance et du développement durable, peut être perçue dans un premier angle d'analyse, par la valeur ajoutée, concept central de la comptabilité nationale.

Pour l'analyse de cette notion d'entreprise, il faut recourir à deux niveaux d'analyse : le niveau micro-économique et le niveau macro-économique.

Afin de rendre compte de la complexité de l'objet d'étude, nous présenterons l'ensemble des déterminants qui interviennent dans l'explication du phénomène.

**Farid BOUKERROU**

**Samira DJAALAB**

Faculté des sciences économiques  
Université Constantine 2

(Algérie)

### Introduction

#### L'ENTREPRISE ALGERIENNE : REALITE ET HISTOIRE

Cette contribution vise à cerner le mode de fonctionnement de l'entreprise Algérienne publique et privée dans son environnement national et international.

La littérature économique concernant cette question d'importance capitale pour la croissance et le développement du pays est sans conteste non négligeable. Elle permet de saisir cette réalité à travers le processus de modification des structures économiques ainsi qu'à travers l'interventionnisme de l'Etat, comme agent économique régulateur et promoteur de l'investissement national et ce, dans les différents secteurs et branches économiques favorisant l'émergence d'un appareil de production performant, de même que sur le plan des relations économiques interbranches, qu'elles soient internes (marché intérieur) ou externes (marché extérieur), au-delà des frontières de l'économie nationale.

### ملخص

تشكل الشركة الجزائرية مركز إشكالية النمو والتنمية المستدامة، كونها كيان اقتصادي- يمكن أن ينظر إليه من زاوية تحليلية أولية- من جهة القيمة المضافة، والتي تمثل بدورها مفهوما مركزيا في المحاسبة الوطنية. بغية تحليل مفهوم المؤسسة هذا، من الضروري استخدام مستويين من التحليل: مستوى الاقتصاد الجزئي ومستوى الاقتصاد الكلي. من أجل الإلمام بتعقيد موضوع الدراسة، سوف نقدم كل محددات المشاركة في تفسير هذه الظاهرة.

Le développement de l'offre nationale en produits industriels et agro-alimentaires pour répondre à la demande nationale (productive et de consommation) et internationale (libre circulation des marchandises, OMC) s'inscrit dans la logique de promotion de l'investissement, dans les différents créneaux et filières industrielles, en mesure de sortir l'économie nationale de son sous-développement, par la réussite de son modèle de développement, s'articule sur des foyers d'accumulation que sont les entreprises industrielles.

### **Période antérieure (post indépendance)**

La réalisation de ce modèle ou schéma de développement a nécessité la mobilisation de toutes les ressources nationales, tant matérielles qu'humaines, la transition vers ce paradigme industriel étant à ce prix. Ce programme d'industrialisation a connu des résultats mitigés tout au long de son évolution historique, en dépit des forts taux d'accumulation du capital qui frôlaient les 60% de l'épargne nationale et surtout du PIB. Ceci signifie l'effort monétaire et financier consenti pour le mettre en place (recours aux devises étrangères et à l'endettement).

Cette période se rapporte davantage à la phase où l'économie nationale était centralement planifiée<sup>1</sup> et dirigée et où le secteur d'état représentait le modèle exclusif d'organisation de l'activité économique industrielle.

### **Période transitoire actuelle**

La phase actuelle dominée par la transition vers l'économie libérale, s'accompagne d'une inversion du mode d'organisation de l'économie nationale, dans la mesure où le secteur privé est devenu un pôle économique, dominant en coexistence avec le secteur public. Ce secteur est censé libérer les énergies créatrices, en assurant le développement de l'entreprise privée, seule garante de la croissance face aux lourdeurs étatiques et au dysfonctionnement de l'économie.

Cette nouvelle dynamique est mise en place par le plan d'ajustement structurel du FMI. Ce PAS réoriente l'économie algérienne dans le sens d'une meilleure intégration du pays dans l'économie mondiale et ce, en intervenant sur les deux axes et segments de l'économie nationale, à savoir la production et la commercialisation et en les libérant de toute entrave publique.

Ces transformations en profondeur des structures de l'économie du pays ont eu pour résultat la privatisation et son corollaire logique, l'intégration du pays dans la politique de l'organisation mondiale du commerce OMC et des organisations internationales, telles que le FMI et la Banque Mondiale. En résumé, il s'agit là d'une meilleure intégration / soumission de l'économie nationale, au nouvel ordre mondial, sous la domination des thèses Monétaristes.

Ce rapide survol de la question de la modification interne et externe de l'entreprise qui insiste sur la modification de l'environnement global des conditions de valorisation du capital, pose le problème de l'adaptation nécessaire de l'entreprise quant à la recherche d'une nouvelle stratégie de croissance en milieu ouvert à la concurrence nationale et internationale.

Les problèmes micro-économiques de la viabilité de l'investissement productif, de la performance, de la productivité, de la rentabilité en un mot le management, le marketing national et international, et la gestion des ressources humaines, sont les éléments clés de la réussite de la stratégie entrepreneuriale.

Le fonctionnement des entreprises, reste aussi tributaire, des conditions globales, macroéconomiques qui caractérisent l'économie nationale : salaires, prix, emploi, taux de change, demande solvable etc....L'inflation exerce quant à elle une action pernicieuse sur la demande nationale et les exportations

### **Perspective historique**

L'entreprise algérienne telle que définie par le planificateur national est une simple entité économique chargée d'absorber le maximum de travail vivant, car le volat de chômage est excessivement élevé et excède les capacités d'emploi offerts.

Le choix d'une croissance déséquilibrée, en faveur du secteur industrie, et au détriment du secteur agricole a vu l'intensification horizontale et verticale de l'industrie, posée comme condition sine-qua-non de la transformation des structures économiques, d'où les différents plans triennal quadriennal et quinquennal.

Cette politique d'industrialisation, qui s'identifie davantage à une politique d'aménagement du territoire se traduit par une répartition équilibrée des forces productives, où l'équilibre régional prend le pas sur une production et une reproduction élargie du capital sous la forme d'une extension de l'appareil industriel de production mis en place et induit une meilleure rentabilité des entreprises.

La priorité est donnée à la satisfaction des besoins sociaux nationaux au sein du marché intérieur, besoins amplifiés par une extension du rapport salarial donc de la demande solvable, alors que le marché international, signe d'ouverture économique, est marginalisé.

Ces choix économiques et ces préférences nationales de structures, étaient les vecteurs de la réalisation de l'indépendance économique, omniprésente dans le discours politique officiel de l'époque.

En résumé le modèle algérien de développement que l'on retrouve dans la littérature économique spécialisée de l'époque, était connu sous l'appellation de modèle de G.DE BERNIS ou modèle des industries industrialisantes .Ce schéma théorique fonde l'articulation nécessaire entre l'industrie lourde, légère et agriculture, dans une dynamique évolutive et temporelle. Cette conception tripolaire et ternaire devait supporter toute la conception productiviste du modèle de développement ainsi défini.

## **APPROCHE SYSTEMIQUE DE L'ENTREPRISE**

### **DEFINITION DE L'ENTREPRISE**

L'entreprise, comme espace économique de valorisation et d'accumulation du capital, comme lieu de création de la valeur et de la richesse sociale (création de la valeur ajoutée), est garante du développement économique<sup>2</sup>.

L'entreprise est un espace économique composé d'une combinaison spécifique de facteurs de production : capital et travail.

Le capital peut se présenter autant sous sa forme instrumentale, c'est à dire matérielle, technique et technologique que sous sa forme monétaire et financière .Le capital consiste donc en une mobilisation d'actifs réels et financiers. Le cycle de production à l'intérieur de l'entreprise, débute par la mobilisation du capital fixe et circulant ainsi que du travail vivant.

Le facteur travail se compose du travail vivant, chargé de la transformation de ces facteurs de production matériels, en divers produits d'équipement et de consommation.

#### **L'ENTREPRISE ALGERIENNE FACE AUX REALITES MACROECONOMIQUES**

A la lumière de cette définition, l'Entreprise Algérienne a-t-elle tenu son engagement ? a savoir celui de fournir un niveau de production suffisamment élevé pour couvrir et satisfaire le besoin social exprimé par le marché.

Pour répondre à une telle question, une étude systémique de cette entité économique qu'est l'entreprise s'impose. Pour éclairer l'analyse et en mesurer la portée, il faut mener une réflexion approfondie, mettant sur les plateaux de sa balance et de son bilan, les aspects tant positifs que négatifs qui marquent le cheminement historique et logique de cette institution.

L'entreprise de l'époque, et la planification<sup>3</sup> ne visaient pas nécessairement à réaliser un optimum économique, soit la réalisation d'un équilibre parfait entre production et consommation comme le montrent certains agrégats macro-économiques de la comptabilité nationale, notamment le PIB .Il ne s'agissait pas de réaliser un output industriel total maximal en mesure de satisfaire la demande sociale en cette période de démarrage de l'industrialisation.

Cette volonté d'instaurer une industrialisation reposant sur l'entreprise était censée jeter les bases d'un développement durable et à long terme et modifier la structure interne de l'entreprise en lui assurant les conditions d'un développement sans heurt, reposant sur un marché interne captif isolé des flux concurrentiels externes ,des firmes monopolistiques et des firmes transnationales.

Ceci reposait sur une injection massive de capitaux d'origine étrangère, qu'il fallait importer de l'extérieur à coup de devises rares, mais que la rente pétrolière et gazière devait permettre de se procurer car le pouvoir d'achat international de l'Algérie était élevé. La transformation de cette rente devait jeter les bases d'une industrialisation réelle et effective.

On assiste alors au développement d'entreprises nationales- branche, qui mobilisent un capital technique certain avec une absence de concurrence interne et externe. La constitution de ce tissu industriel reposant sur des entreprises dynamiques devait provoquer à terme un réel décollage économique du pays.

En termes de comptabilité nationale, on devrait assister à une réelle croissance, fondée sur une valeur ajoutée, dégagée par le système productif. Cette valeur ajoutée, était censée connaître une croissance certaine et régulière, pour augmenter les revenus

des facteurs de production (capital et travail). Cette augmentation de la valeur ajoutée devrait faire croître le revenu national intérieur, et de ce fait augmenter les investissements et relancer la croissance de la demande intérieure, en multipliant l'emploi industriel et la distribution des revenus disponibles.

Or l'entreprise algérienne<sup>3</sup>, conçue théoriquement comme un vecteur de la croissance économique, a connu cependant une série de problèmes dus au mode d'insertion de l'économie nationale dans le marché mondial, et surtout le mode de gestion centralisé, et bureaucraté, qui constitue un frein au développement de cette entité économique.

L'importation des équipements et outils de production de l'étranger, dans le cadre de la planification nationale, s'est heurtée très tôt, à une série d'handicaps, dont l'origine était à rechercher du côté du mode d'organisation de l'économie nationale, et de la nature du marché du travail en vigueur dans le pays.

L'extension et le développement du travail salarié (l'Etat distributeur et répartiteur de la rente), était une réalité tangible, tant le niveau du chômage était endémique. La situation de l'emploi, dans les villes, les centres périphériques urbains, ainsi que dans les campagnes et le pays profond, était alarmante. Il fallait coûte que coûte occuper cette main d'oeuvre en créant des postes de travail, ne répondant parfois à aucune nécessité économique. D'où une pléthore de travailleurs sans poste de travail clairement défini.

L'entreprise devait donc absorber ce fort volant de chômage, en surdéterminant le travail dans le secteur industriel. Cette crise sociale par secteur larvée ou ouverte, compte tenu de l'excédent de main-d'oeuvre disponible, le déséquilibre sur le marché du travail et le manque d'occupation productive, était la trame de fond de l'économie algérienne de l'époque.

Sans être un pays traditionnellement exportateur de main d'oeuvre, l'Algérie a tissé des relations avec la France, comme ancienne métropole coloniale et comme pays destinataire de cette main d'oeuvre excédentaire. L'Algérie s'est vue obligée par le canal de l'Office national de main-d'oeuvre (ONMO) de valoriser son excédent de main-d'oeuvre sur le territoire de la France et ceci en fonction de la conjoncture .

Cette solution externe, n'était cependant pas la panacée au problème de l'Algérie, les quantités de main-d'oeuvre exportées étaient peu significatives. Il fallait en l'occurrence trouver une solution interne, que la politique économique publique, à travers sa planification devait trouver, pour diminuer l'ampleur de ce phénomène constaté.

Les unités de production installées sont caractérisées par leur gigantisme, caractérisé par une intégration économique, tant verticale qu'horizontale, c'était de véritables centres « d'accumulation du capital » et de « foyers capitalistiques » dont la composition organique du capital était élevée.

Vu la pauvreté de la balance nationale d'innovation technologique, les brevets et licences étaient importés de l'étranger, ce qui se répercutait sur le solde de la balance des paiements, d'où un déficit certain.

L'importation de cet outil de production, sous la forme « d'usines clés en main » et « d'usine marché en main » était la forme dominante, sinon exclusive, de l'importation de ces biens d'équipement, si importants pour la croissance du pays.

#### **GESTION EMPIRIQUE DE CES ENTREPRISES.**

Vu la grande taille économique, de ces installations industrielles de production de marchandises, devant lesquelles aucune forme de concurrence interne n'était possible, vu la hauteur du niveau des investissements requis, « des barrières à l'entrée » assuraient de fait une totale absence de pénétration de ces secteurs, au capital privé, largement sous-équipé et faiblement doté en ressources financières.

La taille des investissements, dans le secteur industriel, est corroborée par la nature des industries mises en place. En effet, le modèle algérien de développement reposait nécessairement sur le primat de « l'industrie lourde » ensuite de « l'industrie légère » qui lui est articulé et logiquement devait intervenir à l'aval de cette industrie lourde.

C'est dire, combien la tâche du gestionnaire était difficile, dans la mesure où les compétences nationales<sup>4</sup> de gestion, et de management, étaient rares et manquaient d'expérience professionnelle, tant les opportunités de mise en application de ces connaissances théoriques et empiriques étaient rares.

Les contradictions du système de formation, lié au système d'éducation nationale, qui ne prospecte pas le marché du travail et n'a pas d'information sur « les profils de formation » et les demandes qualitatives et quantitatives du secteur industriel.

Les formations théoriques de haut niveau et de haut rang étaient disponibles, par contre les formations alternatives de second rang, n'étaient pas prises en considération par le plan national de formation.

Cette « dichotomie » dans le système de formation faisait qu'une main-d'œuvre qualifiée intermédiaire n'était pas disponible, d'où une formation « sur le tas ». Ceci explique que les besoins du secteur industriel, ne sont pas satisfaits par le secteur de formation, d'où un profond déséquilibre sur le marché du travail.

« Les bassins de main-d'œuvre » constitués par les zones rurales et campagnardes, où sévissait un fort taux d'inoccupation, et d'inactivité économique, étaient les pourvoyeurs traditionnels de cette industrie en plein essor. Cette main-d'œuvre juvénile exportée vers les centres urbains était une main d'œuvre sans expérience préalable du milieu industriel et du travail en commun et de la répartition des tâches entre les membres du collectif de travail.

La transformation du paysan<sup>5</sup>, habitué au travail de la terre, d'une manière isolée et sans partage, se voyait du jour au lendemain passer au statut « d'ouvrier d'usine » sans connaissance de l'univers de l'industrie ; et surtout sans culture d'entreprise et peu enclin à la discipline collective.

Ce sont les qualités intrinsèques du travail humain, corollaire indispensable du capital matériel, qui définissent les capacités à intervenir efficacement, dans un procès de travail industriel. Si dans ces conditions, le facteur travail enregistre des

insuffisances, ou des faiblesses, inhérentes à son passé, ou à sa trajectoire sociale, les conséquences sur la production des entreprises se fait sentir.

Ce qui explique, dans la majorité des cas, la faible productivité du travail. Bien que la situation soit différente d'une entreprise à l'autre ? Elle reste valable, en tant qu'observation générale, propre au système de production algérien.

Si on se réfère au compte de production dégagé par la comptabilité nationale, et sur un plan macro-économique, la comptabilité nationale nous enseigne que la structure et le coût économique des consommations intermédiaires reste élevé, car le capital circulant est importé de firmes transnationales exerçant un monopole sur la production mondiale des inputs de production et qui bien souvent pratiquent des prix de monopole. Par contre la production globale enregistrée est marginale. Ce qui explique que la valeur ajoutée par ces unités de production tend vers une faible part du produit intérieur brut. Pour certaines entreprises elle est franchement négative.

Vu la masse des investissements consentis pour le secteur industriel, le paradoxe concomitant que l'on peut enregistrer, est une faible contribution de ce secteur, à la hausse de la production réalisée, ce qui explique une certaine inélasticité de la production nationale.

En ce qui concerne, la rémunération des facteurs de production (capital et travail) on constate que ces revenus, loin d'être rémunérés par leur production marginale réalisée ; sont en fait indexés sur le budget de l'État, lui-même constitué de la fiscalité pétrolière et gazière et par les exportations nationales d'hydrocarbures, qui dépendent du prix du baril de pétrole.

Concernant la répartition du revenu national et plus précisément les revenus créés dans la production (revenus du capital et du travail), leur faiblesse fait qu'ils sont couverts par des revenus de transfert ; d'où leur dépendance quasi-exclusive pour ne pas dire unique du budget de l'État. C'est dire dans ces conditions, combien la lourdeur des déficits enregistrés, par le secteur industriel, toutes catégories sociales confondues, pèse excessivement lourd sur les ressources de l'État qui sont en majorités exogènes par rapport au système de production industriel national.

Le secteur industriel,<sup>4</sup> n'a pas tenu toutes ses promesses, dans la mesure où l'intégration économique, générale du système productif, n'a pas eu lieu. En ce sens que les relations inter-branches et inter-entreprises ou inter-firmes ont connu un faible développement, pour ne pas dire un développement insignifiant.

Les relations croisées entre industries, par le mouvement des marchandises, bien de production et biens de consommation, n'a pas eu lieu. Les mouvements de capitaux bancaires et financiers sont restés lettre morte, vu que le marché des valeurs mobilières n'existe pas en Algérie. L'inexistence de la bourse est un handicap majeur pour la mobilisation des capitaux et le développement du monde des affaires.

La sous-traitance industrielle, est également absente, dans le sens où les entreprises nationales, n'arrivent pas à définir une politique d'articulation avec les autres segments de capital existant. Or sans sous-traitance, il n'est pas permis aux entreprises de dépasser le stade local ou régional, pour asseoir leurs activités au plan national et

éventuellement au stade international, par les exportations et la commercialisation de leurs produits sur les marchés euro - méditerranéens. Cette difficulté à instaurer une politique d'intégration, verticale et horizontale est un handicap majeur, pour une remontée de filières et pour la réalisation d'une domination sur le marché.

Sans être inconditionnels de la théorie industrielle, on constate combien l'entreprise algérienne se meut dans un environnement plein de contradictions qu'il est difficile de lever, compte tenu de la faiblesse des ressources humaines et de la difficulté de les mobiliser autour de la question de la performance des entreprises.

#### **Perversion sur les marchés de consommation**

Nous avons souligné précédemment la rigidité de l'offre nationale et l'inélasticité de la demande nationale de consommation, dues en grande partie à la croissance démographique et au niveau de fertilité naturelle de la population. Dans la mesure où la croissance de la population<sup>5</sup> est exponentielle et la croissance des biens de consommation est arithmétique (au sens de Malthus), nous avons là les termes de l'équation à résoudre. D'un côté une faible production nationale, de l'autre une hausse plus que proportionnelle de la consommation due à la hausse de la population. Sans parler d'économie de pénurie, les perturbations sur le marché de la consommation sont une constante. Les ruptures dans les approvisionnements sont fréquentes.

Pour sortir de ce « dilemme » une seule solution : accepter que la balance des échanges extérieurs, soit déficitaire. Accepter d'importer des quantités de plus en plus importantes de produits industriels et de denrées alimentaires pour satisfaire les besoins de consommation des « marchés urbains » des « marchés périphériques » et des « marchés ruraux ». Ce qui marque l'importance de la dépendance alimentaire et extra-alimentaire donc industrielle du pays. Les tensions sur la balance des paiements est certaine, cette balance des opérations courantes n'est excédentaire que grâce au prix des hydrocarbures sur le marché international.

Les importations enregistrent un pic, puisqu'elles s'élèvent à une cinquantaine de milliards de dollars annuellement, alors que les exportations hors hydrocarbures sont évaluées à 1,5 milliards de dollars uniquement, c'est dire combien le taux de couverture des importations par les exportations est nul ou peu éloigné.

Les dévaluations cambiales de la monnaie nationale renchérissent les importations en monnaie nationale. Ce qui provoque une hausse générale des prix sur les différents marchés de consommation et provoque une inflation galopante sur ces marchés. Ajouté à cela la hausse des prix sur le marché international, ce qui nourrit à son tour une inflation importante. Cette crise financière, monétaire et économique mondiale a des effets directs sur l'économie nationale.

De même que les rigidités de l'offre nationale, qui entretiennent la rareté sur les marchés nationaux, provoquent sans conteste, une augmentation des prix ; la hausse de la demande de consommation sur les marchés due à une hausse des salaires (illusion monétaire) suite aux différentes grèves et contestations sociales, sont autant de facteurs qui influent sur la hausse des prix.

Le FMI et son programme d'ajustement structurel (PAS) et l'entreprise algérienne.

La crise qu'a connue l'économie algérienne fait suite aux multiples réformes structurelles introduites pour modifier le contexte global de l'industrie en Algérie. L'introduction de la rationalité de la politique économique libérale et l'utilisation d'instruments de gestion des entreprises et de l'économie nationale supposés plus performants que ceux en vigueur antérieurement – ces instruments ont conduit au blocage de la croissance et du développement du pays.

Témoin le recul stratégique du pays, par rapport aux pays maghrébins voisins, et aux pays du bassin méditerranéen. Il fallait coûte que coûte trouver une solution à terme, pour sortir le pays de son sous-développement chronique et sa crise multiforme, dans laquelle il s'enfonçait en permanence.

Cette crise, sans parler des différentes crises passées, peut faire l'objet de thème de recherche, de la part de spécialistes de la question. C'est une crise structurelle du système de production tel que défini par les autorités publiques et mis en œuvre par les différents agents économiques en perpétuelle transition.

C'est la transition, d'une économie centralement planifiée et impérativement contrôlée, par le pouvoir politique, en place. Cet Etat était censé assurer la pleine satisfaction des besoins sociaux de la population, car se réclamant de l'idéologie socialiste orthodoxe, ou socialisante, se rapprochant du modèle de la propriété publique et sociale.

Cette crise est l'expression des antagonismes, et des contradictions sociales, dans la mesure où la crise financière et l'endettement international qui s'en est en suivit et la difficulté d'honorer la dette extérieure, vis-à-vis de ses créanciers internationaux que sont les organisations internationales (Fmi, Banque mondiale), le « club de Paris » et « le club de Londres ». Les raisons de ce rééchelonnement de la dette est la baisse des ressources financières extérieures du pays, dû à la chute drastique du prix du baril de pétrole.

On assiste donc à l'arrêt ou au ralentissement du système productif, par manque de devises étrangères. La consommation fluctue vers la baisse par chute des importations d'où une crise sociale aigue, faite de grèves et de rupture du « contrat social ».

Pour avoir des crédits extérieurs, indispensables à la continuité du procès de production, et de la consommation urbaine et rurale, il fallait s'endetter auprès du Fmi donc accepter de mettre en œuvre sa politique économique connue sous l'appellation de « programme d'ajustement structurel ».

#### **REFORMES IMPOSEES PAR LE FMI**

Il s'agit en clair de trois types de réformes,

1- rechercher l'équilibre extérieur de la balance des paiements, soit la dévaluation de la monnaie nationale, pour pouvoir exporter davantage et dégager des surplus financiers pour rembourser ses créanciers extérieurs.

2-assainir le budget de l'État, en faisant des coupes radicales, en diminuant les dépenses publiques et en diminuant les différents emplois nationaux et éliminer de ce fait le déficit des comptes de l'État (pléthore de personnel qui émerge au budget de

l'Etat) et les charges induites par les salariés qui ne sont pas rémunérés sur leur production mais par le budget de l'Etat car la quasi-totalité des entreprises est déficitaire. L'Etat renoue alors avec l'équilibre budgétaire.

3-intervenir sur le marché monétaire et faire jouer la variable monétaire pour obtenir la hausse des taux d'intérêt. Avoir une politique déflationniste et diminuer de ce fait l'investissement et la consommation.

#### **IMPACT SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRIVEES :**

Elimination de toutes les entreprises non performantes et non rentables, qui n'arrivent pas à dégager un excédent brut d'exploitation suffisant, c'est-à-dire pratiquement l'ensemble du tissu industriel national, soit l'écrasante majorité des entreprises essentiellement de capital public.

Dégraissage de toutes les entreprises de leur pléthore de personnel. Cela s'est manifesté par un départ massif des ouvriers expérimentés et rompus aux relations industrielles. Chômage involontaire dû à la prime de départ d'où une chute drastique du pouvoir d'achat de ces ouvriers licenciés, qui sont venus augmenter le nombre de demandeurs d'emploi. La hausse du chômage concomitant a aggravé les déséquilibres sur le marché du travail. Ce licenciement n'est accompagné d'aucune mesure de substitution visant au classement de ces ouvriers licenciés avec prime de départ.

Nouvelle politique économique et privatisation, émergence de l'entreprise privée

L'ouverture de l'économie à un capitalisme débridé, a permis l'éclosion de centres d'intérêts qui investissent leurs capitaux dans la sphère de l'industrie légère et surtout de l'agroalimentaire, tout en perdant de vue l'industrie lourde<sup>6</sup>, complètement évacuée de leur plan d'accumulation du capital. Laissant libre cours à la rentrée des capitaux étrangers et la dénationalisation de certains secteurs stratégiques, passant sous la tutelle et le contrôle des filiales de firmes étrangères, de joint-ventures (capital privé national en association avec le capital étranger). La confrontation du secteur privé national avec le secteur privé international mieux outillé en termes de moyens managériaux et politiques marketing agressives et surtout l'inégalité dans la dotation en ressources financières.

Cette situation ne peut que mener à terme à une dépendance et une articulation de l'outil de production national avec les centres d'affaires internationaux. La libre circulation des capitaux sur le plan international est un profond levier économique pour asseoir cette dépendance-soumission, avec un transfert net de ressources au profit de l'extérieur, ce qui contribue au déséquilibre de la balance des opérations courantes, puisque les intérêts du capital versé à l'extérieur sont supérieurs aux intérêts du capital national investi à l'extérieur.

La substitution du secteur privé au secteur d'État est censée libérer les initiatives de production des entreprises ; en les libérant d'un environnement fait de multiples contraintes, dont le plus décrié, est une bureaucratie omniprésente et omnipotente, qui contrôle à tatillon tout le cycle de la valorisation du capital (de la production à la consommation) et les différentes phases du cycle de produits. La pression fiscale sur les authentiques créateurs de valeur ajoutée est décriée.

L'insécurité et la peur de mobiliser son capital et de l'investir dans des spéculations rentables font qu'il y a un certain gel des ressources économiques disponibles et qui sont prêts à être mobilisés dans la sphère de la production sociale pour peu que des garanties leur soient données.

L'accompagnement de l'investissement productif fait défaut dans la mesure où l'investisseur potentiel est confronté à une série de problèmes et de difficultés qui, bien des fois dépassent de loin sa volonté d'investir. La difficulté du crédit bancaire et la peur de prendre des risques contrôlés de la part du banquier, font que bien souvent des investissements rentables à moyen ou long terme ne trouvent pas une source de financement adéquate. De même la banque centrale par rapport à sa gestion de devises et l'alimentation du marché interbancaire, ne permet pas à ces entreprises bien souvent dynamiques, à accéder au marché des changes au comptant ou à terme. Ceci ne manque pas d'influer négativement sur la viabilité de ces entreprises quant à leur possibilité d'importer des inputs de production.

Ces réformes économiques sous l'égide du FMI étaient censées trouver les conditions idoines pour réaliser un développement tendanciel - sous la responsabilité de la firme privée - et ancrer d'une manière durable l'économie algérienne à l'économie libérale mondiale.

Le désengagement de l'État de la sphère industrielle et agricole hypothèque l'avenir du pays, avec un fléchissement du rôle de l'État comme agent entrepreneurial et régulateur et comme « interventionniste » et animateur de la politique économique retenue. Sans oublier que l'État national doit s'impliquer davantage dans la question sociale pour assurer une meilleure couverture du citoyen.

L'entreprise privée doit tendre vers l'acquisition d'une position dominante sur son marché intérieur et faire face à la concurrence oligopolistique de ces concurrents internationaux, mais actuellement, ce n'est pas le cas, dans la mesure où la confrontation se fait entre des entreprises inégales sur le plan managérial, marketing et ressources humaines. Si l'État n'accompagne pas ces entreprises en leur assurant un certain « protectionnisme » économique, leurs parts de marché vont constamment diminuer et le risque commercial de faillite devient certain.

Dans ces conditions une nouvelle politique économique qui prendrait en charge l'ensemble des problèmes que connaît l'entreprise privée est nécessaire pour faire sortir le pays de sa crise multiforme. La thérapie appliquée par le FMI à l'Algérie et ses principes d'orthodoxie financière n'ont fait qu'accentuer la crise sociale dans ses différentes strates et groupes sociaux et renforcer la paupérisation de pans entiers de la société et l'exclusion sociale renforce à son tour la crise ouverte que vit le pays.

Le fonctionnement de l'entreprise fait de discontinuité interne et externe alourdi la gestion stratégique de la firme, les inputs le plus souvent importés de l'extérieur (matière première spécialisée) font défaut ou sont cédés à des prix excessivement élevés à cause de la dévaluation de la monnaie nationale. La spéculation sur le marché des facteurs de production alourdi les coûts de production et le prix de revient des produits. Le nombre d'intervenants sur ces marchés faits de courtiers et d'intermédiaires pèse lourd sur la facture des sociétés.

Si l'amont de la production connaît des problèmes, l'aval n'échappe pas lui-même à des incohérences et des contradictions, alourdissant le circuit de circulation du produit et allongeant la liste des intervenants sur la filière commerciale, bien souvent clandestins et appartenant à l'économie informelle donc sans existence juridique légale (Registre de commerce, facture, impôt).

L'État du marché national fait que toute politique de diversification des entreprises devient aléatoire, et une remontée de filières difficile. Le marché national se caractérisant par une faiblesse chronique d'« offre de technologies », la balance des brevets et licences étrangères revient très cher au pays et grève l'équilibre de la balance des paiements. Cette ouverture sur l'économie internationale non maîtrisée politiquement par les autorités politiques du pays et renforcée par les accords avec l'organisation mondiale du commerce (OMC) ne fait que compliquer le problème.

L'entreprise comme lieu de création de richesse sociale (valeur ajoutée) se trouve confrontée à quatre types de problèmes :

1- Des contraintes internes pour réaliser la production, maîtrise opérationnelle de tous les facteurs de production et leurs contributions effectives et contrôlée à la réalisation de cet objectif stratégique. Les données sociologiques montrent que le rapport salarial effectif est difficile à mettre en œuvre dans le pays.

2- Difficulté de réunir une équipe dirigeante motivée et compétente qui vise à travers une adhésion totale et inconditionnelle à la réalisation de la politique stratégique de l'entreprise

3- L'environnement légal de l'entreprise est fait de décisions bureaucratiques, qui ne favorisent pas l'éclosion, de l'esprit d'entreprise, propre au chef de société portant un projet de mobilisation de ressources rares (finances) et leurs tendances naturelles à les injecter dans le circuit économique général.

4- Le marché mondial qui assure d'une part la soumission-dépendance de l'économie nationale sur le plan macro-économique (finances, technologies) et sur le plan de la libre circulation des marchandises, le contrôle drastique des flux commerciaux originaires des pays en voie de développement comme c'est le cas pour l'Algérie. Organisation de ces pays développés en blocs homogènes (union monétaire et économique) et politique commune concernant la libre circulation des facteurs de production (capitale et travail).

Échec dans l'intégration régionale maghrébine (UMA) et difficultés de créer un pôle unique de concertation avec les pays euro méditerranéens.

Dans le contexte d'une économie mondialisée et hiérarchisée, marquée par la globalisation financière (marché unique des capitaux) et la multinationalisation des forums de production (filiales), quelle est la place de l'entreprise nationale en vue de répondre aux besoins de son marché intérieur et placer ses excédents commerciaux sur les marchés extérieurs ? Quelle est son aptitude et sa capacité à affronter la concurrence mondiale des firmes oligopolistiques, organisées en cartel et disposant de coûts de production bas en raison de leur stratégie mondiale différenciée, en direction des pays développés et en voie de développement ?

Pour rappel, il faut souligner les difficultés structurelles de l'entreprise algérienne qui doit faire face à la concurrence internationale sur son marché intérieur (libre circulation des marchandises et des capitaux). La libre entrée des marchandises étrangères sans aucune forme de protectionnisme et contrôle des changes est une menace certaine pour affronter cette concurrence déloyale par les prix (dumping économique et social).

S'agissant alors d'affronter, la concurrence mondiale sur les marchés extérieurs, il va sans dire que la vulnérabilité, les faiblesses de l'entreprise algérienne, sont manifestes. Si on analyse la structure du commerce extérieur et essentiellement les exportations, on se rend compte, combien l'entreprise algérienne marque son absence structurelle, par rapport à ces marchés extérieurs. Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie sont réduites à la portion congrue, ils sont estimés par les services de la douane à environ 1,5 milliards de dollars annuellement. Il en résulte une profonde nécessité de modifier la structure interne de ces entreprises pour pouvoir, grâce à une politique de croissance interne, la croissance externe est un chaînon manquant, à cause de l'inexistence du marché financier : la bourse des valeurs » dans ces conditions l'État doit prendre ses responsabilités historiques, en définissant une politique économique rigoureuse et courageuse qui prendrait en charge l'ensemble des problèmes, qui se posent à l'entreprise publique ou privée, pour leur assurer la condition de leur viabilité et de leur pérennité et d'avoir une existence internationale, pour pouvoir participer à la rentrée de devises étrangères, à côté du secteur des hydrocarbures.

Dans ces conditions, quelles sont les propositions que nous pouvons formuler, pour essayer d'améliorer la situation générale de l'entreprise algérienne. L'Histoire de l'accumulation du capital et de la genèse de l'entreprise, comme condensé de rapport sociaux, en Algérie montre un développement non linéaire, de cette institution (capitalisme familial et ses problèmes) il faut donc avoir affaire à de vrais capitaines d'industrie, capables de prendre le risque économique en acceptant de faire les investissements en milieu incertain.

#### **PROPOSITIONS POUR AMELIORER LA SITUATION DE L'ENTREPRISE**

Méthodologiquement, il faut que la réflexion, porte sur les éléments jugés opératoires et significatifs, de la démarche de restructuration de l'entreprise sans trop s'appesantir sur des éléments de second ordre. La présentation de ces éléments n'est pas exhaustive. Il nous a semblé utile de polariser notre réflexion sur les éléments suivants sans la définition d'un ordre préétabli.

Sans trop s'appesantir sur les notions de base du management d'entreprise, qui est l'ensemble des techniques d'organisation des ressources mises à la disposition de l'entreprise, et mis en œuvre pour réaliser un but et un objectif précis, tout en menant une équipe d'hommes pour atteindre un niveau de performance précis.

Il faut donc, qu'il y ait l'organisation stratégique<sup>7</sup> de l'entreprise, sur le plan du management, du marketing et de la gestion des ressources humaines. Dépasser les carences de l'entreprise algérienne qu'elle soit publique ou privée, revient à suivre à la lettre ces principes. Il faut donc engager des actions sur ces différents éléments.

Sans oublier bien sûr que l'entreprise, est une réalité entière et unique, en perpétuel mouvement de métamorphose, sous l'action de ses contraintes. Gérer une entreprise c'est créer les conditions idoines à sa survie en milieu fortement concurrentiel.

**LES MOYENS FINANCIERS** : la détermination d'un projet industriel, repose avant tout sur l'exploitation des ressources monétaires, que l'investisseur peut obtenir au moindre coût économique. L'investissement par moyens financiers personnels (auto financement) ou par crédit externe (capital bancaire ou financier). La stratégie d'emprunt ou de placement repose sur des techniques et du calcul économique. C'est un calcul prévisionnel qui porte sur l'évaluation du risque. Il s'agit donc d'obtenir des ressources monétaires sans tomber dans le risque de crédit, ou d'être insolvable, et ne pas honorer ses engagements financiers.

**LA COMPTABILITE** : la maîtrise de cet outil de gestion, est importante car elle permet de suivre le mouvement de son entreprise et ses différentes phases d'activité : connaître les comptes de bilan et de résultats, permet de savoir si l'entreprise dégage des excédents financiers, donc si elle est performante ou non. La comptabilité générale permet d'introduire des correctifs nécessaires et en temps voulu. Comme il est important de maîtriser la comptabilité analytique pour déterminer la structure de ces coûts de production et donc de ses prix. Le milieu concurrentiel dans lequel vit l'entreprise lui permet de se mesurer à ses concurrents. Comme il est important de savoir lire les informations macro- économique présentées par la comptabilité nationale. Les comptes de la nation présentés par les documents comptables (comptes, tableaux, agrégat normalisés) sont importants pour le gestionnaire d'une entreprise, car ils permettent d'avoir une information lisible et chiffrée sur l'état de l'économie nationale, et sur la structure de son commerce extérieur.

Document de synthèse, la comptabilité classe les informations dans un cadre synthétique, la comptabilité est un précieux outil de gestion et de contrôle de gestion.

**LA FISCALITE** : c'est un recueil de textes juridiques qui régleme l'activité économique dans sa relation avec la perception de l'impôt. Cette soumission réglementaire de l'entreprise à la fiscalité lui permet de s'acquitter de toutes les charges fiscales qui organisent le mode de ponction sur son activité, et ses revenus au profit de l'État souverain. Ces transferts ne sont en réalité que les ressources de l'État. Il s'agit pour l'entreprise de bien connaître globalement et dans le détail, l'ensemble de ces impôts pour assainir sa situation financière. Ces lois, règlements et pratiques fiscales sont un élément de la politique économique de l'État. L'économie budgétaire doit être parfaitement connue et maîtrisée par l'entreprise.

**L'AUDIT** : c'est une activité indépendante qui vise à donner une vision objective sur la réalité de l'entreprise. Cet Audit externe est un moyen efficace pour juger des forces et des faiblesses de l'entreprise et de la conformité de ces moyens utilisés avec la stratégie définie et retenue, comme finalité essentielle de la raison d'être de l'entreprise. La conformité des moyens et des objectifs est un puissant facteur de création de la valeur ajoutée.

**LE MARKETING** : il s'agit pour l'entreprise de l'ensemble des activités d'études, de promotion et de communication, de distribution et de vente de produits et de services.

La raison d'être d'une entreprise c'est son articulation avec ses marchés, d'amont et d'aval. Ceci lui permet de passer de la phase de la création de la valeur, à la réalisation de cette valeur. Les études de marketing lui permettent d'adapter son offre à la demande de sa clientèle. Ce qui lui permet de ne pas connaître le phénomène de la surproduction et de crise.

**LA POLITIQUE COMMERCIALE** : elle permet à l'entreprise de définir<sup>8</sup> une politique commerciale c'est-à-dire d'achat (en amont) et de vente (en aval). C'est-à-dire définir une politique en direction de ses fournisseurs et de ses clients. La politique commerciale repose sur de bonnes relations subjectives pour arriver à garder et à approfondir sa clientèle, nécessaire à son dynamisme économique.

**PUBLICITE ET COMMUNICATION** : ceci permet à l'entreprise d'envoyer des messages à sa clientèle (pyramide de Maslow) pour la fidéliser et donner la préférence à sa marque ou son image. L'approfondissement de ses marchés de consommation est le garant de la réalisation de ses profits industriels, cela lui permet d'augmenter ses parts de marché vis-à-vis de ses concurrents.

**RESSOURCES HUMAINES** : mobiliser, gérer et développer l'encadrement de son entreprise, de l'ouvrier au cadre supérieur, « travail intellectuel et travail manuel », travail de conception, de commandement et d'application ou d'exécution. Toute l'équipe des collaborateurs est mobilisée pour une plus grande efficacité et efficience de l'entreprise.

**STRATEGIE ET ORGANISATION** : Au sens de l'économie industrielle, il y a beaucoup d'éléments qui interviennent dans le pilotage de l'entreprise, mais nous avons choisi les plus pertinents à notre sens. Mais il ne faut pas omettre de signaler que toute entreprise, quelle que soit la branche ou le secteur dans lequel elle inscrit son activité, a néanmoins besoin de définir deux éléments essentiels que sont la stratégie et l'organisation.

Pour une entreprise qu'elle soit industrielle, agricole ou de services, doit au préalable définir sa stratégie, c'est-à-dire définir les buts et les objectifs assignés à cette organisation à long terme, et d'affecter les ressources ou les moyens d'action pour inscrire ces objectifs dans la réalité. Il faut donc faciliter la libre circulation de l'information entre les différents échelons de la responsabilité et la base, pour répondre à des besoins précis, pour concrétiser les objectifs retenus par la planification de l'entreprise.

Ces quelques éléments de gestion proposés ne prétendent pas être une panacée pour les différents problèmes que connaît l'entreprise algérienne, néanmoins une action qui donnerait une importance, à ces éléments pourrait infléchir la tendance à la sous gestion des entreprises, et leur manque de performance et de rentabilité. Il faut donc un plan audacieux de soutien qui mobiliserait tous les intervenants de la chaîne économique pour relancer ces entreprises sur le sentier de la croissance.

## **CONCLUSION**

L'entreprise comme réalité économique et surtout sociale traverse une conjoncture des plus déprimantes tout au long de son histoire. Cette conjoncture est la combinaison

de plusieurs facteurs tant nationaux qu'étrangers. Pour pouvoir redresser cette conjoncture qui limite l'action de l'entreprise, il faut que l'Etat en tant qu'agent économique régulateur définisse un plan de redressement en arrivant à circonscrire l'état réel de l'entreprise qu'elle soit publique ou privée.

Comme il est certain que l'entreprise, doit réunir les conditions, pour la relance de son activité, en identifiant ses vrais problèmes et en intervenant dessus en appliquant les instrument et outils de gestion modernes et ce, afin d'assurer les conditions de sa viabilité économique et de pérennité dans le temps.

### **Bibliographie**

- 1- Revue tiers-monde n°80 université Paris.
- 2- Revue planification et développement n°69 - Paris.
- 3- Abdelhamid Faredeheb la politique d'investissement dans le secteur d'Etat .OPU
- 4- Abdelmadjid Djenane. Dépendance alimentaire en Algérie. Sétif.
- 5- Omar Bessaoud, enseignant-chercheur CIHEAM Montpellier .Paysans algériens.
- 6- A. Bouyacoub. L'économie algérienne et le PAS. Alger.
- 7- Revue CREAD n°61 .Alger.
- 8- Nouveau Code des Investissements .OPU Alger.